

**Décision du 17 décembre 2014 portant désignation des représentants du personnel
au comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président
de cour d'appel de Nîmes**

NOR : JUSB1430687S

Le premier président de la cour d'appel de Nîmes,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 7 juin 2011 modifié relatif à la création d'un comité technique de service déconcentré placé auprès de chaque premier président de cour d'appel ;

Vu le procès-verbal de l'élection du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de cour d'appel de Nîmes en date du 4 décembre 2014.

DÉCIDE

Article 1

Sont nommés représentants du personnel au sein du comité technique de service déconcentré placé auprès du premier président de la cour d'appel de Nîmes :

ORGANISATIONS SYNDICALES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Syndicat CFDT	Mme Sylvie ASTIER épouse GAILLARD, <i>greffière au TGI d'Avignon</i>	M. Olivier NIMPER, <i>greffier au TGI d'Alès</i>
Syndicat C-JUSTICE	Mme Catherine BER, <i>adjointe administrative au TGI de Carpentras</i>	Mme Florence QUAGHEBEUR épouse DESPRET, <i>adjointe administrative au TGI de Carpentras</i>
Syndicat UNSA-SJ	Mme Evelyne VITET épouse PICHAVANT (VITET-PICHAVANT), <i>greffière au TGI de Nîmes</i>	Mme Bernadette DINIAKOS (ROUVIER), <i>greffière au TGI de Nîmes</i>
Syndicat CGT-CSJ	Mme Sylvie DI GUISTO, <i>greffière au TGI d'Alès</i>	Mme Catherine HELIES, <i>greffière à la cour d'appel de Nîmes</i>

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait, le 17 décembre 2014.

Le premier président,

Bernard KEIME-ROBERT-HOUDIN